

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (après-midi) 9 juin 2015

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

62 2014.RRGR.1174 Motion 252-2014 Rufener (Langenthal, UDC) Règlementation homogène de l'accueil extrafamilial des enfants

N° de l'intervention: 252-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 19.11.2014
Déposée par: Rufener (Langenthal, UDC) (porte-parole)
Gfeller (Rüfenacht, PEV)
Feller (Münsingen, PBD)
Flück (Brienz, PLR)
Zaugg-Graf (Uetendorf, pvl)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 569/2015 du 6 mai 2015
Direction: SAP

Règlementation homogène de l'accueil extrafamilial des enfants

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Réglementer dans un seul texte de loi ou dans une ordonnance toutes les différentes formes de l'accueil extrafamilial des enfants qui existent, afin de garantir la cohérence de la politique dans ce domaine.
2. Faire en sorte que le pilotage et l'organisation soient les mêmes pour les crèches, les parents de jour et les écoles à journée continue.
3. Charger les communes du pilotage et de la surveillance de toutes les structures d'accueil, concevoir les prescriptions avec mesure, sans entrer dans le détail,
4. Prévoir que le pilotage incombe à une seule Direction au niveau cantonal.
5. Ajuster les règles régissant le personnel de manière à permettre des unités un peu plus grandes.
6. Garantir que le personnel des structures puisse être recruté même parmi des personnes dont la formation n'est pas universitaire.
7. Concevoir le financement selon un système simple et cohérent.

Développement :

Généralités

Il est aujourd'hui largement admis qu'il faut des structures d'accueil extrafamilial des enfants qui permettent de concilier l'activité professionnelle et la responsabilité d'une famille tout en contribuant à la socialisation et à l'éducation des enfants. Les différentes structures qui existent aujourd'hui (crèches avec des places subventionnées et non subventionnées, garderies, écoles à journée continue, parents de jour) sont réglementées dans de nombreux textes législatifs (LASoc, OPIS, ordonnance réglant le placement d'enfants, OPE, LEO, OEC, LiCCS). Les unités administratives les plus diverses assurent la surveillance, qui est parfois très détaillée (communes, SAP, JCE, INS, APEA), les règles et les critères sont souvent différents. La densité normative est élevée, la surveillance cantonale aboutit à une emprise excessive qui est perçue comme une forme de « direction ». Les soussignés ont la conviction que la simplification des règles, l'uniformisation du pilotage et la clarification des rôles permettraient en définitive de multiplier les prestations et d'en améliorer la qualité, dans l'intérêt des enfants, des parents et des organismes qui gèrent les différentes structures. Aujourd'hui, les structures sont souvent entre les mains d'organismes professionnels que les nombreux doublons et les excès normatifs obligent à un travail toujours plus bureaucratique. En définitive, il s'agit de régler un objet unique, l'accueil extrafamilial des enfants, dans quelque forme que ce soit. Les discussions interminables sur les objectifs politiques que

doivent permettre d'atteindre les structures d'accueil ne mènent à rien. On voit dans la pratique que tous les objectifs peuvent être atteints.

Point 1

La dispersion des règles dans des textes législatifs différents, tout comme la multiplication des autorités de surveillance, s'explique sans doute par l'historique des différents types de structures. Or, pour être homogène, la réglementation doit résulter d'une procédure législative menée par une seule autorité. L'expérience montre qu'il est difficile d'amener les différentes Directions concernées à s'entendre, la simplification et l'uniformisation n'étant pas faites pour soulever l'enthousiasme. Pour prendre un nouveau départ, il faut que les dispositions existantes soient retravaillées de fond en comble. Réglementer les structures d'accueil extrafamilial dans un seul acte législatif offre la garantie de l'uniformisation du pilotage et de la surveillance et facilite l'orientation dans un ensemble de règles complexe.

Point 2

Les crèches accueillent en règle générale les enfants jusqu'à l'âge de 6 ans, alors que l'école à journée continue ne prend en charge les enfants qu'à partir de 7 ans (bien que certaines accueillent aussi les enfants de l'école enfantine). S'agissant de l'école à journée continue, la priorité est à l'école enfantine et au cycle primaire, puisqu'il faut moins d'encadrement au cycle secondaire (repas de midi, le cas échéant). Dans l'intérêt des enfants, il faut que les structures soient sous la même responsabilité du début à la fin, y compris le pilotage et la surveillance. Les structures d'accueil des enfants jusqu'à leur 6^e année sont organisées exclusivement sous l'angle de l'aide sociale institutionnelle (LASoc, OPIS) alors qu'à partir de l'âge de 7 ans, ou de 4 ans quand les enfants de l'école enfantine fréquentent l'école à journée continue, l'accueil relève de la législation sur la formation (LEO, OEC). Ce n'est pas cohérent. Les préoccupations politiques qui président à l'accueil, quelles qu'elles soient, ne changent pas entre l'âge de 6 ans et celui de 7. Une approche différente dans le pilotage et l'organisation peut se justifier en raison de paramètres topogéographiques ou sociodémographiques, et il faut en tenir compte dans la mise en œuvre de la motion.

Point 3

Aujourd'hui, différents modèles de pilotage et de surveillance se superposent. D'une part, les communes ont des compétences à cet égard, alors que l'Office des mineurs assure le pilotage et la surveillance de certaines structures et que la SAP a elle aussi certaines compétences. Ces doublons compliquent surtout la vie des organismes responsables qui assurent l'opérationnel, et le flou règne dans la délimitation des responsabilités. Le volume de travail lié à la surveillance, enfin, a énormément augmenté ces dix dernières années. La JCE contrôle non seulement les conditions d'octroi de l'autorisation (personnel, formation, locaux, plan de fonctionnement), mais aussi des aspects qui n'ont rien à voir avec l'autorisation, tels que les noms de tous les enfants pris en charge dans la crèche, les admissions et les sorties, le début et la fin des rapports de service du personnel, les comptes annuels, le contenu du plan pédagogique etc. La conception de la régulation est orientée en fonction de la direction de la crèche (employeuse) et non de l'organisme responsable. L'autorisation de l'Office des mineurs est accordée non seulement à l'organisme responsable, mais également à la personne qui va diriger la crèche. L'organisme responsable doit présenter à l'Office des mineurs les pièces suivantes au sujet de la directrice : contrat de travail, deux références, curriculum vitae, extrait du casier judiciaire, extrait du registre des poursuites, certificats de travail, diplôme de formation, attestation d'un cours de formation à la direction, certificat médical et attestation de santé, tous les contrats de travail, les profils de poste et les cahiers des charges des collaborateurs et collaboratrices, contrats de location et contrats hypothécaires, plan des locaux, contrats d'assurances. Si la direction change, c'est une nouvelle procédure d'autorisation. Dans ce contexte, quelque chose d'intéressant : le 13 décembre 2013, le Conseil national a adopté un postulat de Madame Rosmarie Quadranti dans lequel le Conseil fédéral est chargé, en collaboration avec les cantons, de soumettre à un examen les démarches administratives à effectuer et les exigences à remplir pour obtenir l'autorisation de créer des places d'accueil extrafamilial pour enfants (13.3980 Accueil extrafamilial pour enfants. Eliminer les obstacles et les prescriptions bureaucratiques).

Le canton doit se limiter à une régulation sommaire et à un contrôle efficace, et charger les communes de piloter les structures sur place. Que les communes prennent l'option de mettre la structure sur pied elles-mêmes ou qu'elles en chargent des organismes autonomes, le canton ne doit pas s'en préoccuper. Il faut simplement qu'elles rendent compte de la manière dont elles

respectent les consignes. La surveillance cantonale doit se limiter à un contrôle du système, lié à la possibilité d'intervenir s'il le faut, dans le cadre de la surveillance des communes.

Point 4

Aujourd'hui, plusieurs Directions s'occupent de la réglementation, du pilotage et de la surveillance des structures d'accueil extrafamilial, ce qui entraîne une multiplication des consignes et des mécanismes de pilotage pour des situations parfaitement comparables. Il est possible de placer sous une seule responsabilité la régulation et le pilotage, mais uniquement si ces compétences sont celles d'une seule Direction. En effet, l'expérience montre que la coordination entre les Directions laisse sérieusement à désirer.

Point 5

Le droit en vigueur demande pour les écoles à journée continue la présence d'au moins une personne pour la prise en charge de dix élèves, donc d'une personne de plus à partir de onze (art. 5 OEC). Les consignes sont encore plus strictes s'agissant des crèches : jusqu'à 12 places, il faut deux personnes en permanence, dont une au moins est qualifiée (art.16 OPIS). Il serait judicieux d'alléger ces exigences en accordant aux écoles à journée continue la possibilité de prévoir une deuxième personne à partir de treize ou de quatorze enfants. Les critères devraient être allégés également pour les crèches. Même si les conditions et le mandat des écoles à journée continue et des crèches ne sont pas forcément comparables, il est étrange qu'une maîtresse d'école enfantine s'occupe seule de 20 enfants alors que dans les écoles à journée continue et les crèches, les conditions sont tout à fait différentes.

Point 6

Il va sans dire que les structures d'accueil doivent être dirigées par des professionnels. C'est à raison que les exigences auxquelles doivent répondre la direction et le personnel de ces structures sont très strictes. Cependant, il faut qu'il soit possible d'engager des personnes qui ont fait un apprentissage professionnel dans ce domaine. Dans la pratique, les formations aux différents métiers (éducation de la petite enfance, assistance socio-éducative, direction) donnent la preuve de leur adéquation. Il n'y a aucune raison que cela change. Il ne faut pas que l'application de règles toujours plus strictes ait pour conséquence que l'ensemble du personnel doive finalement se composer d'universitaires. Il est important qu'il soit possible d'engager dans les structures d'accueil un personnel dont la formation est plus limitée. Il faut qu'un apprentissage complet dans le domaine de l'assistance socio-éducative suffise. Il faudrait plutôt que dans les domaines de la santé et du social, on favorise les formations de plus courte durée. D'une part ce serait rationnel en termes de politique sociale et de plus, il faut s'attendre ces prochaines années à une pénurie de personnel dans ces domaines. Il ne faut pas oublier enfin que la tendance à exiger des diplômes universitaires dans les structures d'accueil fait augmenter les coûts qui déjà sans cela sont très élevés.

Point 7

Le financement des structures d'accueil est aujourd'hui variable. Il faut donc tendre vers l'harmonisation des modalités de financement. De plus, il faut régler en détail comment procéder s'agissant des fonds propres des communes car là encore, il y a aujourd'hui de grandes différences qui conduisent en pratique à des embûches bureaucratiques pour les organismes responsables des structures.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion veut réorganiser entièrement le secteur de l'accueil extrafamilial et extrascolaire : un seul texte de loi, organisation identique et pilotage par une seule Direction. Les communes seraient chargées de la surveillance, le canton concevant les prescriptions sans entrer dans le détail. Les auteurs préconisent également un système simple de financement. Ils veulent élargir modérément la clé de répartition et garantir le recrutement de personnel non universitaire.

Le Conseil-exécutif est en principe favorable à cette orientation vers l'unité. Il propose d'adopter la motion sous forme de postulat, car certains aspects demandent cependant à être examinés plus avant, notamment en ce qui concerne les garderies, et parce qu'il ne souhaite pas changer de fond en comble la réglementation des écoles de jour. Le postulat a été retenu car il faut aussi étudier comment réaliser la motion pour les garderies.

Points 1 à 4 et 7

Le fait que le secteur de l'accueil extrafamilial et extrascolaire soit réglementé par divers actes législatifs et que son pilotage soit assumé par trois Directions suppose une très bonne coordination des nombreuses interfaces. Les efforts entrepris (p. ex. adaptation conjointe du système tarifaire

par la SAP et l'INS, étude de qualité de la SAP et la JCE) n'ont pas débouché selon le canton sur une unification satisfaisante de la surveillance et, dans une moindre mesure, du système tarifaire. La situation engendre par ailleurs des doublons automatiques, les différentes Directions assumant des tâches très semblables (p. ex. consultation tarifaire, surveillance, directives de qualité).

En ce qui concerne les crèches, la JCE est responsable de l'autorisation et de la surveillance de l'offre privée, dans le but de garantir le bien de l'enfant et de prévenir les risques. De son côté, la SAP est responsable du financement, de la surveillance et de la qualité de l'offre subventionnée. Les prescriptions qualitatives dépendant de la nature des garderies, un tel système génère inmanquablement des doublons. De plus, l'évolution de ces dernières années a fait que de nombreuses institutions proposent des places tant subventionnées que privées. Il n'est donc plus possible de les attribuer à une seule Direction, de nombreuses crèches et la plupart des organismes responsables devant appliquer les deux systèmes de surveillance. L'introduction des bons de garde rendra la situation plus aiguë.

Il paraît donc judicieux que les prescriptions soient uniformisées, simplifiées là où c'est possible, réunies dans une loi ou une ordonnance et la réglementation appliquée par une seule Direction. Le Conseil-exécutif propose de lancer un projet interdirectionnel sous l'égide de la SAP pour traiter rapidement et pragmatiquement l'uniformisation et la simplification souhaitées par le motionnaire ainsi que la fusion du secteur de l'accueil familial ressortissant à la SAP et à la JCE. La nouvelle organisation pourrait être mise en œuvre au plus tôt lors de l'introduction des bons de garde en 2018, ce qui requiert une révision de l'ordonnance sur les prestations d'insertion sociale (OPIS) et des modifications de la loi sur l'aide sociale. D'une part, il faut tenir compte des résultats du projet de bons de garde en ville de Berne. D'autre part, il faut procéder à l'état des lieux des diverses lois et règlements de l'accueil extrafamilial, des compétences et des bases spécialisées pour proposer une solution afin de réaliser la motion. La coordination avec le projet « Optimiser les aides éducatives complémentaires dans le canton de Berne » doit également être garantie.

Les écoles à journée continue ont fortement augmenté ces dernières années. Cela a été rendu possible uniquement grâce à la création en 2008 d'une disposition ad hoc dans la loi sur l'école obligatoire et à la garantie de leur financement. L'accueil extrascolaire et le subventionnement des garderies étaient réglés auparavant par l'OPIS, et les moyens limités à disposition dans ce domaine n'auraient pas permis une telle expansion, qu'Harmos rendait également nécessaire. Les écoles à journée continue font désormais partie de l'école. Il ne serait pas judicieux de briser cette unité. Les recoupements avec le secteur de l'accueil extrafamilial, tels que le système tarifaire, les prescriptions de qualité, les objectifs, la continuité du soutien pédagogique dans les approches de prise en charge et, désormais, dans les garderies qui proposent un jardin d'enfants, doivent cependant continuer d'être traités pour atteindre la plus grande uniformité du système et une bonne fonctionnalité.

Point 5

L'étude sur la qualité des structures d'accueil confiée au bureau Ecoplan a montré que les directives du canton de Berne se situent dans la moyenne nationale et internationale. La stratégie de développement de la petite enfance souligne à quel point la qualité est essentielle pour favoriser le processus de développement. L'un des éléments majeurs en est le coefficient d'encadrement. En mars 2014, le Grand Conseil a clairement refusé une motion souhaitant augmenter la taille des groupes de l'offre extrascolaire¹. Le Conseil-exécutif estime donc qu'il ne faut pas intervenir mais propose d'examiner un point précis. La révision de l'OPIS avait supprimé la réglementation spéciale qui permettait de renoncer à une deuxième personne pour la prise en charge des groupes d'enfants de plus de quatre ans. Il était en effet présumé que le développement de l'école à journée continue rendrait inutiles de tels groupes. Or ce n'est pas le cas, ce qui justifie d'examiner la réintroduction de cette règle.

Point 6

Le gouvernement estime aussi qu'il faut examiner si une formation avec attestation peut être instaurée dans le secteur de l'accueil extrafamilial. Actuellement, il n'est pas nécessaire d'avoir une formation tertiaire pour travailler dans une garderie ; aucun changement n'est prévu par conséquent pour le moment.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption sous forme de postulat

¹ Motion 029-2014 de Sabine Geissbühler-Strupler « Ecole à journée continue: adaptation des tarifs et des effectifs »
CONVERT_ee4dad256a14430f903d483e74d63cd8 22.06.2015

Le président. Der Regierungsrat ist bereit, diesen Vorstoss als Postulat entgegenzunehmen. Die Motion hat sieben Ziffern. Ich weiss schon jetzt, dass eine punktweise Abstimmung verlangt wird.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Mit der vorliegenden Motion möchten wir einen Prozess anstossen. Dieser Vorstoss entstand als Folge einer vertieften Diskussion im Rahmen des Verbandes bernischer Gemeinden. Die familienexterne Kinderbetreuung hat in den letzten Jahren aus verschiedenen Gründen stark an Bedeutung gewonnen. Diese Bedeutung ist auch in keiner Weise bestritten, auch wenn für mich das Modell der Kinderbetreuung innerhalb der Familie im Zentrum steht. Aus Sicht der Gemeinden ist eine weitere Zunahme des Bedarfs an familienexterner Kinderbetreuung absehbar. Es ist mir wichtig, darauf hinzuweisen, dass diese Zunahme ganz unterschiedliche Ursachen hat. Auch wenn diese Motion auf der Traktandenliste den GEF-Geschäften zugeordnet ist, spielen nicht nur soziale Gründe oder etwa die Integrationsförderung eine Rolle. Es sind insbesondere auch wirtschaftliche und gesellschaftspolitische Gründe massgebend. Die Vielfalt an Anspruchsgruppen hat in der Vergangenheit zu einem Strauss aus ganz verschieden strukturierten Angeboten geführt. Einige Beispiele: Es gibt Kitas mit subventionierten und/oder nicht subventionierten Plätzen für Kinder im Vorschulalter sowie Tagesstätten für Kindergarten- und/oder Schulkinder, Tageselternorganisationen, Tagesschulen mit diversen Modulen als Ergänzung zum normalen Schulbetrieb oder so genannte «Ferieninseln» während der Schulferien. Letztere sind eine Ergänzung zum bestehenden Tagesschulangebot. Die Angebote für die familienexterne Kinderbetreuung sind somit sehr vielfältig. In zahlreichen Erlassen sind die gesetzlichen Grundlagen für die unterschiedlichen Angebote festgehalten. Diese Angebote werden von der GEF, der ERZ und der JGK gesteuert und reguliert. Somit sind drei Direktionen beteiligt. Für die betroffenen Eltern wird das Ganze dadurch unübersichtlich und kompliziert. Auf Seiten der Gemeinden kommt es zu Doppelspurigkeiten, Überregulierungen und zu einem zunehmenden bürokratischen Aufwand. Im Zentrum steht aber doch die gut funktionierende familienexterne Kinderbetreuung.

Meine Mitmotionäre und ich wollen eine konzeptionelle Neubeurteilung sowie eine Vereinheitlichung der politischen Regulierung mit einem entsprechenden Gesetzgebungsprozess auslösen. Im Vorfeld der heutigen Debatte wurden mir von verschiedenen Kreisen Sympathiebekundungen für dieses Anliegen zugetragen. Allerdings sind auch kritische Stimmen laut geworden, die bestimmte Bedenken geäussert haben, auf die ich noch zurückkommen werde. Es gibt jedoch kaum Leute, die nicht für eine Vereinfachung und Straffung der heutigen Regulationsdichte einstehen würden. Auch die Regierung anerkennt in ihrer Antwort den Handlungsbedarf, beantragt aber, den Vorstoss nur als Postulat entgegenzunehmen. Ich möchte nun nicht auf jeden einzelnen Motionspunkt gleichermassen eingehen. Stattdessen werde ich mich auf die wichtigsten Knackpunkte konzentrieren.

Wie ich bereits angetönt habe, sind zwei grundlegende politische Motive für die familienexterne Kinderbetreuung massgebend: Zum einen sprechen sozial- und integrationspolitische Gründe dafür, und zum anderen werden wirtschaftliche und gesellschaftspolitische Argumente vorgebracht. Die zweitgenannten Motive stehen bei Familien im Vordergrund, bei denen beide Elternteile erwerbstätig sind und teilweise auch sein müssen. Sie sind auf eine familienexterne Kinderbetreuung angewiesen. Bei den Angeboten unterscheidet man zwischen Kindern vor der Schulpflicht und schulpflichtigen Kindern. Es gibt auch Strukturen, in denen diese beiden Gruppen gemischt werden. Auch gibt es zum Beispiel Kitas, die sowohl subventionierte wie auch nicht subventionierte Plätze anbieten. Gerade diese Angebote stossen gemäss meiner Erfahrung immer wieder auf Kritik. Ich komme zum Schluss: Es geht bei dieser Motion nicht darum, Bewährtes in Frage zu stellen, und es handelt sich auch nicht um eine Sparmotion. Wir möchten jedoch die Überregulierung reduzieren und die Anzahl der beteiligten Direktionen, die hier regulierend einwirken, verringern. Ich bin mir bewusst, dass die Reduktion auf ein einziges Gesetz ein Knackpunkt ist. Aus diesem Grund habe ich bereits angekündigt, dass ich die Punkte 1 und 4 in ein Postulat umwandeln will. Die übrigen bleiben jedoch als Motion bestehen. Dadurch bringe ich auch zum Ausdruck, dass ich auf die geäusserten Bedenken eingehen will, ohne jedoch den Anspruch der Motion aufzugeben. Ich danke Ihnen für die Unterstützung. Die punktweise Abstimmung wurde bereits angekündigt.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Ich spreche als Mitmotionär und als Fraktionssprecher. Viele Institutionen, die an der familienexternen Kinderbetreuung beteiligt sind, sind mit der heutigen

Situation nicht zufrieden. Es müssen zu viele verschiedene Gesetze und Finanzierungsschlüssel angewandt werden. Auch sind zu viele Direktionen und Aufsichtsorgane beteiligt. Wir wollen deshalb eine Vereinfachung des ganzen Systems im Interesse aller Beteiligten erreichen. Deshalb soll die Steuerung von einer einzigen Direktion aus erfolgen, und Aufgaben müssen von dort an die Gemeinden delegiert werden. Auch der Betreuungsschlüssel, welcher heute unterschiedlich ist, muss überprüft und teilweise gelockert werden. Eine professionelle Führung wird dabei nicht in Frage gestellt, und die Anforderungen an die Leitung sollen hoch bleiben. Bei den Mitarbeitenden hat sich die heutige Ausbildung bewährt, und es gibt keinen Grund, daran etwas zu ändern. Es darf nicht sein, dass immer strengere Vorschriften bei den Mitarbeitenden dazu führen, dass das gesamte Personal am Schluss aus Akademikern besteht. Im Gegenteil: Die niederschweligen Attest-Ausbildungen sollen gefördert werden. Dies wäre ein Beitrag, um die Kosten im Griff zu behalten, ohne bei der Qualität Abstriche zu machen. Wir wollen keine Abschaffung von bestehenden Angeboten, sondern eine effizientere Organisation. Die Regierung sieht den Handlungsbedarf und ist deshalb bereit, den Vorstoss als Postulat entgegenzunehmen. Wir sind uns bewusst, dass es sich um ein grosses Projekt handelt, an dem verschiedene Direktionen beteiligt sind. Genau aus diesem Grund sind wir der Meinung, dass nicht nur einzelne Teile überprüft werden sollen, sondern dass die Fragestellung von Grund auf bei allen betroffenen Direktionen aufgearbeitet werden muss. Nur so ist eine Gesamtbeurteilung möglich. Die BDP-Fraktion unterstützt die Punkte 1 und 4 als Postulat und die übrigen Punkte als Motion.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Diese Motion hat in der grünen Fraktion zu einer langen und sehr differenzierten Diskussion geführt. Wir sind zur Auffassung gelangt, dass es recht schwierig ist, über diese Motion zu diskutieren und Stellung zu nehmen, weil sehr viele Themen hineingepackt wurden. Ich beginne nun mit den Punkten, die aus unserer Sicht positiv sind: Die Motionäre greifen zu Recht die Problematik der drei zuständigen Direktionen auf. Dies ist auch aus grüner Sicht eine schwierige bis unmögliche und auch unnötigerweise komplizierte Situation. Sie frisst sehr viel Energie, gerade bei Kitas, die mit zwei Direktionen zu tun haben und für beide Direktionen Papiere ausfüllen müssen. Wir sind klar für eine Vereinfachung dieser Strukturen. Ich bin sehr froh um die Gesprächsbereitschaft von Grossrat Rufener. Ich habe mit ihm ein interessantes Gespräch geführt und bin ihm dankbar, dass er die aus unserer Sicht sehr heiklen Punkte Nr. 1 und 4 von vornherein in ein Postulat umgewandelt hat. Ich habe mit ihm vor allem über die Problematik der Kitas und Tagesschulen gesprochen. Dort habe ich ein Spannungsfeld gesehen, von dem ich mir vorstellen kann, dass es den Motionären beim Formulieren des Vorstosses nicht gänzlich bewusst war. Die Entwicklung der Tagesschulen im Kanton Bern gehört zu den grossen Erfolgsgeschichten der letzten Jahre. Wir haben uns damit in der ganzen Schweiz sehr gut positioniert. Dies war dank der Verortung der Tagesschulen im Volksschulgesetz im Jahr 2008 möglich. Seither klären die Gemeinden den Bedarf ab. Wenn sich zehn Kinder für ein Modul interessieren, kann die Tagesschule dieses anbieten. Der Kanton steuert und finanziert zu einem grossen Teil mit. Wir hatten befürchtet, dass dieses Modell bei einer so rigorosen Zusammenführung und Vereinfachung gefährdet sein könnte. Die grüne Fraktion wird jedoch den beiden Punkten als Postulat zustimmen.

Durch den früheren Kindergarten- und Schuleintritt als Folge von HarmoS ist der Übergang von der Kita in die Tagesschule komplizierter geworden. Wie Grossrat Rufener ausgeführt hat, gibt es hier verschiedene Modelle. Wir müssen nun genau hinschauen und abwägen, was für die Kinder am besten ist, denn dies steht für uns alle zweifellos im Vordergrund. Zum Schlagwort «Stopp der Akademisierung»: Dieses hat in der Kita-Fachwelt für Aufregung und teilweise auch Empörung gesorgt. Ich möchte darauf hinweisen, dass es nie und nimmer eine Akademisierung in diesem Bereich geben wird. Es gibt keine akademische Ausbildung für diese Arbeitsfelder, sondern eine dreijährige Berufslehre zur FABE (Fachperson Betreuung). Danach kann man an der Höheren Fachschule eine Weiterbildung besuchen. Dies tun vor allem jene Personen, die eine Kita-Leitung übernehmen möchten. Akademikerinnen gibt es keine, es sei denn, jemand habe vorher ein Studium absolviert und arbeite jetzt in einer Kita. Wir sind deshalb gegen diese Polemisierung. Wir wehren uns auch dagegen, dass man die Betreuung jüngerer Kinder auf «gäumele, fuettere, tröschte, hüete» reduzieren möchte. Dies entspricht uns nicht. Es ist wichtig, auch in diesem Bereich die Bildung einzubeziehen. Grossrat Rufener hat gesagt, es gebe einen sozial- und integrationspolitischen, einen wirtschaftlichen und einen gesellschaftspolitischen Aspekt, doch wir sehen auch den bildungspolitischen Aspekt der familienexternen Kinderbetreuung. Deshalb werden wir der Motion nicht überall zustimmen.

Daniel Bichsel, Zollikofen (UDC). Ich denke, es ist bekannt, welche Art der Kinderbetreuung die SVP bevorzugt. Die SVP anerkennt jedoch die sozial- und wirtschaftspolitische Komponente der familienexternen Kinderbetreuung. Es geht hier auch nicht um die Art und Weise, wie die Kinder betreut werden. Wenn wir nun die familienexterne Kinderbetreuung regeln wollen, soll dies auf möglichst effiziente Weise geschehen. Die SVP ist dem vorliegenden Anliegen deshalb sehr wohlgesinnt und stimmt den Forderungen des Vorstosses zu. Die heutige Situation mit der Regulierung, Steuerung und Aufsicht über drei kantonale Direktionen ist aus unserer Sicht wenig effizient und führt zudem zu zahlreichen Doppelspurigkeiten. Zudem steuert der Kanton zu viele Details und macht den Gemeinden beziehungsweise den mit dieser Aufgabe betrauten Organisationen zu viele operative Vorgaben. Man könnte mit zahlreichen Beispielen aus der Praxis belegen, dass hier ein Handlungsbedarf besteht. Wir sind überzeugt, dass mit einer Vereinfachung der Vorgaben, einer Vereinheitlichung der Steuerung und der Klärung der Rollen eine Verbesserung im Interesse der Kinder, der Eltern und der Institutionen erreicht werden kann. Mit der Überweisung dieses Vorstosses wollen wir einen überdirektionalen, gesamtstaatlichen Prozess in Gang setzen. Die SVP wird diesem Vorstoss zustimmen.

Thomas Brönnimann, Köniz (pvl). Die Motionäre sind in unserer Fraktion auf Goodwill gestossen. Auch ich kann aus Gemeindesicht bestätigen, dass es wichtig ist, dieses Problem anzupacken. Die Punkte 1 und 4 haben uns hingegen etwas Sorgen bereitet, weil sie sehr strikte formuliert sind. Ich möchte insbesondere Grossrat Rufener danken, dass er sie in ein Postulat umgewandelt hat, denn unter diesen Voraussetzungen können wir ihnen einstimmig zustimmen. Wenn nun der Punkt 2 als Motion angenommen wird, ist dem Anliegen der Motionäre trotzdem genügend Nachdruck verschafft. Meine Fraktion stimmt auch Punkt 3 zu. Ich gebe jedoch zu, dass ich hier einige Bedenken habe. Ich weiss nicht, ob alle Gemeinden in der Lage sind, in diesem Bereich zu steuern und ihre Aufsichtspflicht wahrzunehmen. Ich hatte vor einiger Zeit einen Vorstoss zu diesem Thema eingereicht und wäre dabei in die andere Richtung gegangen. Doch dies war damals nicht mehrheitsfähig. Auch ich muss nun sagen, dass es sinnvoll ist, in einer einzelnen Gemeinde nicht mehr zwei verschiedene Aufsichtsinstanzen zu haben. Nun gehen wir eben in die andere Richtung, dadurch ist diese Frage zumindest einmal geklärt.

Zu Punkt 4: Wir haben unter Grossräten darüber gesprochen und das Thema auch in der BiK aufgenommen. Sehr viele Leute haben geäussert, dass die ERZ diesen Bereich wohl übernehmen müsse, wenn man die familienexterne Kinderbetreuung nur noch einer einzigen Direktion zuweisen wolle. Die ERZ in Ehren, aber wenn man dieser Direktion immer mehr Aufgaben zuweist, entsteht daraus irgendwann eine «Super-Direktion», was dann auch wieder zu Problemen führt. Deshalb bin ich auch froh, dass dieser Punkt jetzt als Postulat überwiesen wird. Nun sage ich noch etwas zu den Punkten 5 und 6. Es gibt in der Schweiz einen Landesteil, der sich ein wenig für die Akademisierung entschieden hat. Es handelt sich dabei um die Romandie. Dort gibt es auch grössere Betreuungsschlüssel. Dadurch wird die Betreuung etwas billiger. Deshalb bin ich wie Grossrätin Keller der Meinung, dass wir hier kein Akademisierungsproblem haben. Doch wenn wir diesen Bereich für Attest-Ausbildungen öffnen wollen, müssen wir uns bewusst sein, dass es anspruchsvoll ist, eine Kita oder eine Tagesschule zu leiten. Dies entspricht heute der Führung eines KMU, da gibt es einiges zu koordinieren. Für die Leitung braucht es deshalb auf jeden Fall eine höhere Berufsbildung. Mehr sage ich nicht dazu.

Zu Punkt 7 sage ich etwas zu Händen des Gesundheitsdirektors: Ich hoffe sehr, dass dies die Revision der Verordnung über die Angebote der sozialen Integration (ASIV) nicht verzögert. Diese Revision ist uns nämlich ein grosses Anliegen. Sie wurde schon früher angekündigt und immer wieder hinausgeschoben. Vielleicht kann der Gesundheitsdirektor sagen, ob er hier allfällige Konflikte sieht, denn wir möchten in diesem Bereich keine weitere Verzögerung.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Ich nehme es gleich vorweg: Die EVP-Fraktion hätte den gesamten Vorstoss höchstens als Postulat überwiesen, so wie es der Regierungsrat beantragt hat. Da wir nun punktwise abstimmen, sind einige unter uns der Meinung, dass man die Punkte 4 und 5 auch als Postulat ablehnen sollte. Wir sind zwar mit der Stossrichtung der Motionäre im Grundsatz einverstanden. Es ist tatsächlich ein Unding, dass die familienergänzende Kinderbetreuung in fast gleich vielen Gesetzen und Verordnungen geregelt und so vielen Direktionen unterstellt ist, wie es Betreuungsformen gibt. Doch wir stellen in Frage, ob es sinnvoll ist, die gesamte Steuerung einer einzigen Direktion zu übertragen. Für uns wäre es allenfalls

sinnvoll, der GEF den Vorschulbereich und der ERZ den Tagesschulbereich zuzuweisen. Es ist wichtig, dass dabei die Schnittstellen gut bewirtschaftet werden, und dass sie dem ganzen System wirklich dienen. Was wir sicher nicht wollen, sind grössere Betreuungseinheiten, wie sie in Punkt 5 gefordert werden. Weil wir in der Frühförderung einen möglichst grossen Wirkungsgrad erreichen wollen, ist uns eine hohe Qualität in der Betreuung sehr wichtig. Deshalb sollte aus unserer Sicht nicht am Betreuungsschlüssel herumgeschraubt werden. Die Punkte 1–3 sowie 6 und 7 unterstützen wir im Sinne der Regierung als Postulat, die Punkte 4 und 5 lehnen jedoch einige unter uns ab.

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR). Die FDP ist mit dem Anliegen der Motionäre grundsätzlich einverstanden. Die familienergänzende Kinderbetreuung ist in verschiedenen Gesetzen geregelt. Dadurch entsteht ein unübersichtlicher Eindruck. Gerade dieser Bereich sollte jedoch möglichst bedienungsfreundlich und schlank gestaltet sein. Die familienexterne Kinderbetreuung wird, wie von meinen Vorrednern ausgeführt, als sozial- und wirtschaftspolitisch wichtig empfunden. Letzte Woche haben wir ja auch die Abzüge für die familienexterne Kinderbetreuung erhöht. Der Aufbau und die Führung solcher Angebote sollen ohne Hürden, Frustrationen und komplizierte Wege vonstatten gehen. Die berufstätigen Eltern sollen auf möglichst unkomplizierte Weise Betreuungsplätze erhalten. Auch die Regierung stellt durch die momentane Aufteilung der Zuständigkeiten zwischen ERZ, JGK und GEF unbefriedigende Doppelspurigkeiten fest. Die unnötigen Überschneidungen müssen unserer Meinung nach unbedingt abgebaut werden. Eine Auslegeordnung sämtlicher gesetzlicher Bestimmungen in diesem Bereich ist für uns unabdingbar. Die FDP möchte eine Kinderbetreuung von guter Qualität. Zurzeit arbeiten keine Akademikerinnen und Akademiker in der Kinderbetreuung, wie Grossrätin Keller ausgeführt hat. Dies soll auch so bleiben. Attestausbildungen in Kinderbetreuungseinrichtungen erachten wir als eine sehr gute, sinnvolle Idee. Wir unterstützen diesen Vorstoss so, wie dies vom Motionär beantragt wurde: Die Ziffern 1 und 4 unterstützen wir als Postulat, und die anderen Punkte als Motion.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Zu Punkt 1: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion kann diesen Punkt als Prüfauftrag unterstützen. Es muss einfach sichergestellt werden, dass die Vorrangregel in der ASIV, Artikel 8 Absatz 2 Buchstabe a, nicht plötzlich wegfällt oder vergessen geht. Diese Vorrangregel ist wichtig, wenn beispielsweise das Sozialamt Kinder anmelden muss, weil die familienexterne Betreuung im Interesse der Kinder liegt und der Frühförderung dient. Auch Punkt 2 könnten wir als Postulat unterstützen, doch auch hier müsste man auf die ASIV Artikel 8 Absatz 2 Buchstabe a hinweisen. Zu Punkt 3: Dieser verlangt, dass die Gemeinden die Aufsicht und Steuerung über sämtliche Angebote übernehmen. Die Fraktion lehnt diesen Punkt ab. Die Motionäre wollen Vorgaben mit Augenmass und einen Verzicht auf Detailvorgaben. Was bedeutet dies nun genau? Wir wollen keinen Verzicht auf Detailvorgaben, denn die Gemeinden kommen bei der Wahrnehmung ihrer Aufsichtspflichten schon jetzt teilweise an ihre Grenzen. Deshalb muss der Kanton die Gemeinden unterstützen, indem er sehr genau definiert, was zu ihren Aufgaben gehört und wie sie diese anzugehen haben, wenn die Gemeinden die Steuerung und die Aufsicht übernehmen sollen. Wir wollen keinen Wettbewerb zwischen den Gemeinden, was die Kinderbetreuung anbelangt. Dies wäre gefährlich, denn er würde eine Schwächung des Angebots bewirken. Die Gemeinden sind unterschiedlich. Es wäre schwieriger zu reagieren, wenn eine Gemeinde diese Aufgabe nicht gut wahrnimmt. Der Kanton muss auch weiterhin eine gewisse Qualität garantieren können und die Möglichkeit haben, die Gemeinden im Bedarfsfall zu einer Qualitätsverbesserung aufzufordern und schlimmstenfalls zu zwingen. Jede Gemeinde kann bereits heute mitreden und je nach dem mehr oder weniger Kita-Plätze anbieten.

Zu Punkt 4, der eine Steuerung durch eine einzige Direktion fordert: Es wird kompliziert, wenn drei Direktionen beteiligt sind, und es ist sinnvoll, hier eine Verbesserung vorzunehmen. Allerdings ist es nicht so einfach, diese Forderung umzusetzen. Die Tagesschulen, welche die Schulen ergänzen und somit zu den bildungsunterstützenden Angeboten gehören, sind heute der ERZ zugeordnet. Dies möchten wir so beibehalten. Es wäre ein Rückschritt, wenn die Tagesschulen wieder zur GEF zurückkehrten. Es wurde ja dafür gekämpft, dass sie der ERZ unterstellt werden. Es wäre sinnvoller, zu prüfen, ob nicht die Kitas als Angebot der frühkindlichen Erziehung auch der ERZ unterstellt werden könnten. Die Reduktion auf zwei Direktionen wäre für unsere Fraktion gut vorstellbar. In diesem Fall möchten wir auf die Beteiligung der JGK verzichten. Die Zuordnung zu einer einzigen Direktion erachten wir höchstens als machbar, wenn es sich dabei um die ERZ handelt. Der Regierungsrat soll diese Frage jedoch zuerst anschauen. Wir unterstützen diesen

Punkt deshalb als Postulat.

Zu Punkt 5, Anpassung der Betreuungsverhältnisse hin zu grösseren Einheiten: Dieses Anliegen wurde bereits im März 2014 vorgebracht. Damals wurde es von allen Parteien deutlich verworfen. Wir wollen nach wie vor am heutigen Betreuungsschlüssel festhalten. Genügend Ressourcen sind wichtig, um weiterhin den vielen Herausforderungen gerecht zu werden. Dazu gehören beispielsweise die Aufgabenbetreuung an den Tagesschulen sowie die Integration von Kindern mit besonderem Förderbedarf. Deshalb werden wir diesen Punkt ablehnen. Zu Punkt 6, niederschwellige Ausbildungen und Stopp der Akademisierung: Es wurde schon gesagt, dass viele Leute meinen, Kinderbetreuung sei «bubileicht», und dass es dazu keine Ausbildung brauche. Doch dem ist nicht so. Es geht um Kinder und Jugendliche und somit um eine verantwortungsvolle Aufgabe. Man ist froh um gut ausgebildete Mitarbeitende. Ohne pädagogisches Verständnis ist es schwierig, anspruchsvolle Situationen zu meistern, die auch eskalieren könnten. Es braucht neben dem gesunden Menschenverstand auch einen gut gefüllten Bildungsrucksack. Wir wollen die heutige Qualität beibehalten und keinen einfachen «Hütendienst» einrichten. Ein ausgewogener Mitarbeitenden-Mix ist auch uns wichtig. Diesen Mix haben wir heute. Er besteht aus PraktikantInnen, Auszubildenden sowie ausgebildeten Mitarbeitenden. In den Kitas arbeiten keine AkademikerInnen...

Le président. Es tut mir leid, doch ich muss Sie unterbrechen. Die Redezeit ist bereits überschritten. Wir kommen nun zu den EinzelsprecherInnen. Sie haben drei Minuten Zeit.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Zuerst will ich eine Interessenbindung offenlegen. Seit dem Jahr 2000 erwirtschafte ich einen grossen Teil meines Einkommens mit Beratungen von Gemeinden bei der Einführung von Tagesschulen. Zudem bilde ich an der PH Bern Betreuende und Leitende von Tagesschulen weiter. Aus meiner Sicht handelt es sich beim vorliegenden Geschäft um einen «Birchermüesli-Vorstoss». Einige Früchte in diesem Müesli sind verdorben, und dadurch wird das ganze Gericht meiner Meinung nach ungeniessbar. Man kann die Aufteilung der Steuerung auf drei Direktionen gerne unter die Lupe nehmen. Sie erscheint mir auch nicht sehr sinnvoll. Doch bitte nehmen Sie zur Kenntnis, dass zwischen den Tagesschulen, den Kitas und anderen Einrichtungen grosse Unterschiede bestehen. Die Tagesschulen sind Teil der Schulentwicklung. Sie gehören deshalb zu den Schulen und sind entsprechend aufgebaut. Das ist sehr wichtig und muss aus meiner Sicht um jeden Preis so bleiben. Heute arbeiten an den Tagesschulen keine akademisch ausgebildeten Personen. Falls allerdings jemand Psychologie studiert haben sollte und heute als Betreuerin in einer Tagesschule arbeitet, erhält diese Person denselben Lohn wie die anderen Betreuerinnen. Es gibt auch Unterschiede beim Betreuungsschlüssel der Tagesschulen: Es gibt Einrichtungen, die zur Hälfte pädagogisch ausgebildetes Personal anstellen, während die übrigen 50 Prozent keine pädagogische Ausbildung absolviert haben. Ein Team aus Leuten mit verschiedenen pädagogischen Abschlüssen sowie Personen ohne pädagogischen Abschluss zu führen, ist eine riesengrosse Herausforderung.

Die Frage nach der Reduktion des Betreuungsschlüssels ist für mich eine besonders «saure Beere». Wissen Sie, was diese Leute an den Tagesschulen leisten? Sie betreuen zehn Kinder, darunter auch solche, die eigentlich eine besondere Betreuung bräuchten und die man in die Tagesschule schickt, weil man nicht weiss, was man sonst mit ihnen tun soll. Hinzu kommen fremdsprachige Kinder oder solche mit erhöhtem Betreuungsbedarf. Die Betreuenden erbringen eine riesige Leistung. Sie tun dies immer noch aus einem gewissen Pioniergeist heraus und wollen ihre Arbeit gut machen. Dies dürfen wir nicht mit dem, was in diesem Birchermüesli angerichtet wurde, gefährden.

Marianne Dummermuth, Thoune (PS). Als erstes beende ich noch das Votum unserer Fraktionssprecherin. Die SP nimmt die Punkte 1, 2, 4 und 7 als Postulat an. Sie lehnt die Punkte 3, 5 und 6 sowohl als Postulat wie auch als Motion ab. Dann möchte ich dem Motionär etwas sagen, was auf einer persönlichen Erfahrung beruht. Es betrifft Punkt 6. Für mich ist es schon fast ein Affront, im Zusammenhang mit einer Ausbildung, die mindestens drei Jahre dauert und ein Vorpraktikum verlangt, von «niederschwellig» zu sprechen. Dies sind die Voraussetzungen für den Abschluss als «Fachangestellte/r Betreuung Kinder». Von einer Akademisierung sprechen wir hier nicht. Es ist je länger desto häufiger so, dass Kinder aus den Tagesschulen, die dort auffällig werden oder aus dem Rahmen fallen, an die Tagesstätten für Schulkinder, die Tagis, überwiesen werden. Dadurch entsteht für die Leute, die in den Tagis arbeiten, eine enorm anspruchsvolle

pädagogische Aufgabe. Diese Leute brauchen einen sehr guten Ausbildungsrucksack. Wie bereits gesagt wurde, ist man einer solchen Aufgabe allein mit dem gesunden Menschenverstand nicht gewachsen. Wenn man im Zusammenhang mit dem Lehrplan 21 davon spricht, die Kinder schon früh für technische Berufe zu begeistern, kann man nicht gleichzeitig niederschwellige Ausbildungen für die Betreuenden verlangen. Ich habe schon begriffen, dass es bei diesem Anliegen nicht um die Ausbildung der LeiterInnen geht. Doch alle Mitarbeitenden haben die Aufgabe, die Kinder professionell zu betreuen und zu fördern und beispielsweise in Konfliktsituationen nicht einfach zu trösten, sondern richtig zu reagieren. Ich möchte Sie davon überzeugen, dass die Kinderbetreuung keine Aufgabe ist, die jede Person ohne weiteres erfüllen kann.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Ich nehme nur zu den Punkten 2 und 6 Stellung. Ich spreche aufgrund von privaten Erfahrungen aus der Sicht der Kitas. Als Mitglied der Sozialkommission kontrolliere ich die Kitas in der Gemeinde Bolligen. Die beiden Kitas werden privat geführt, bieten jedoch auch subventionierte Plätze an. Als privat geführte Kitas werden sie von der JGK kontrolliert. Wegen der subventionierten Plätze werden sie auch von der GEF überprüft, und mit den GEF-Formularen gehe ich dann zu den Kitas. In beiden Kitas wird jedes Mal über den grossen Verwaltungsaufwand gestöhnt. Ich kann dem Anliegen sehr gut zustimmen, diesen Bereich nur einer Direktion zu unterstellen. Aus meiner persönlichen Sicht wäre ebenfalls die ERZ der richtige Ort. Zu Punkt 6: Die Aussage «Stopp der Akademisierung» ist aus meiner Sicht etwas unglücklich formuliert. Es gibt keine Akademisierung der Kitas. Doch für mich ist es schon etwas seltsam, wenn die Köchin, die für die Kita-Kinder kocht, die Kinder nicht zu sich in die Küche nehmen darf, weil sie keine pädagogische Ausbildung hat. Vor zehn Jahren habe ich mitgeholfen, in der Stadt Bern eine Kita aufzubauen. Die Kita-Leiterin hatte einen Abschluss als Kindergärtnerin und durfte diese Kita leiten. Ich bin Hauswirtschaftslehrerin, doch meine Ausbildung wurde von der JGK nicht anerkannt. Es geht bei diesem Thema somit eher um etwas mehr Augenmass.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Diesem Vorstoss könnte man beinahe entnehmen, dass in der Kinderbetreuung nichts funktioniert. Ich bin seit acht Jahren Präsident einer Kita und stelle hingegen fest, dass es eigentlich recht gut läuft. Das Problem besteht darin, dass die Kitas der GEF zugeordnet sind, die Tagesschulen jedoch der ERZ. Zwischen den Tagesschulen und den Kitas gibt es einen Kampf: Die Tagesschulen wollen möglichst viele Kinder aus den Kitas übernehmen, damit sie die gewünschten Zahlen erreichen. Viele Eltern stellen jedoch ein Gesuch, damit ihre Kinder, die das erste Kindergartenjahr besuchen, noch in der Kita bleiben können, weil die Betreuung in der Tagesschule weniger intensiv ist als in der Kita. Wir waren bis jetzt immer grosszügig, weil wir für das einzelne Kind das Optimum erreichen wollen, nicht für die Tagesschule.

Zur Frage der Prüfung: Jedes Jahr kommt jemand vom Sozialdienst vorbei und stellt seine Fragen, die dann von den Betreuerinnen beantwortet werden. Zum Betreuungsverhältnis: Falls es in den Kitas grössere Gruppen geben sollte, möchte ich nicht mehr Präsident sein. Wenn in einer Kita zehn bis zwölf kleine Kinder betreut werden und eines aufs WC gehen muss, sollte es nicht vorkommen, dass nur noch eine einzige erwachsene Person für die übrigen Kinder zuständig ist. Sonst ist das Risiko sehr gross, dass sich ein Unfall ereignet. Bei der Tagesschule kann man über diese Frage diskutieren, doch auch dort sollte die Betreuung professioneller werden. Zu den Auflagen: Ein gewisser Prozentsatz der Betreuerinnen muss den Abschluss als Fachfrau Betreuung erworben haben. Dies finde ich gut. Zur Finanzierung: Diese ist aus meiner Sicht gut. Ich muss jährlich ein Reporting zuhanden der GEF verfassen. Dies funktioniert gut, und ansonsten habe ich eigentlich keine administrativen Aufwände. Deshalb kann ich gewissen Punkten dieses Vorstosses nicht zustimmen.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je serai relativement bref. Le gouvernement vous a montré que nous souhaitons une adoption de cette motion sous forme de postulat, parce qu'il y a beaucoup d'éléments qui sont compliqués. Cela me fait penser aux poupées russes que l'on ouvre l'une après l'autre et j'ai l'impression qu'il y aura beaucoup de dossiers, quand on va commencer à travailler, qui vont réserver des surprises. Sous forme de motion, cela sera contraignant d'aller jusqu'à la dernière petite poupée, le postulat nous permettra d'adapter le projet en cours. Il est clair que certains éléments peuvent être revus, mais décider déjà maintenant, sous forme de motion, qu'il n'y a qu'une seule Direction qui doit le faire ne me semble pas judicieux. Je trouve dommage de mettre d'emblée ensemble tout ce qu'il y a dans l'optique de l'école et dans le cadre du gardiennage pour enfants. Je vous enjoins de revoir vos

positions et de considérer cela sous forme de postulat, qui nous laissera la possibilité, en cours de route – parce que cela va être un travail de longue haleine – d'adapter le projet en fonction de la réalité du terrain.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Ich bedanke mich herzlich für die interessante Diskussion und insbesondere für die positive Aufnahme des Grundanliegens. Ich habe gesagt, wir wollten einen Prozess anstossen. Es wurden verschiedene Dinge erwähnt, und ich hatte auch den Eindruck, dass wir zum Teil in ein Wespennest gestochen haben. Zur Akademisierung: Meine Kindergärtnerin war keine Akademikerin, und sie hat mich trotzdem so weit gebracht, wie ich heute bin (*hilarité*). Heute hat eine Kindergärtnerin einen akademischen Abschluss. Daran sieht man auch gewisse Tendenzen. Dass ich den Bildungsaspekt nicht explizit erwähnt habe, tut mir leid. Die Bildung gehört für mich zu den gesellschaftspolitischen Aufgaben der familienexternen Kinderbetreuung. Ich nehme zur Kenntnis, dass der Prozess, den wir anstossen wollten, im Verlauf der letzten halben Stunde bereits begonnen hat. Ich werde an den Anträgen und an der Art und Weise, wie sie gestellt werden, festhalten. Die Punkte 1 und 4 sind Postulate, und die übrigen Punkte reiche ich weiterhin als Motion ein. Ich danke Ihnen für eine möglichst breite Unterstützung, im Wissen, dass wir erst am Anfang stehen. Wir müssen eine Baustelle aufräumen, doch zumindest wird der Handlungsbedarf erkannt. Wir haben viel zu viele Gesetze und Doppelspurigkeiten. Hier wollen wir etwas ändern. Wir wollen nicht die gut funktionierenden Betreuungsangebote in Frage stellen. Danke für Ihre Unterstützung.

Le président. Wir kommen zum Abstimmungsmarathon. Wer Ziffer 1 als Postulat überweisen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 141

Non 2

Abstentions 1

Le président. Sie haben das Postulat überwiesen. Zu Ziffer 2 als Motion: Wer sie annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 102

Non 39

Abstentions 4

Le président. Sie haben die Motion überwiesen. Zu Ziffer 3: Wer sie als Motion annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 98

Non 46

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 3 als Motion überwiesen. Zu Ziffer 4: Wer diese als Postulat annimmt, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 131

Non 16

Abstentions 1

Le président. Sie haben Ziffer 4 als Postulat überwiesen. Zu Ziffer 5 als Motion: Wer sie annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 5)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 87

Non 55

Abstentions 4

Le président. Sie haben Ziffer 5 überwiesen. Zu Punkt 6: Wer diesem als Motion zustimmt, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 6)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 98

Non 47

Abstentions 1

Le président. Sie haben diesen Punkt als Motion überwiesen. Zu Ziffer 7: Wer diese als Motion annimmt, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 7)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 115

Non 22

Abstentions 9

Le président. Sie haben Ziffer 7 als Motion überwiesen. Damit ist Traktandum 62 bereinigt.